

Comment retisser le lien social après la crise politique ?

Écrit par Jean-Philippe

Vendredi, 04 Janvier 2019 21:21

L'année 2019 débute comme la précédente avait fini, sur la confrontation entre le gouvernement et les Gilets jaunes, et la violence n'en finit pas, là encore, de rebondir dans les médias et les commentaires des internautes, dans cette spirale qui ne cesse de m'inquiéter par son aspect vertigineux. Mais la mémoire courte des démocraties émotionnelles peut-elle satisfaire la réflexion politique ? Bien sûr que non, et nous aurions tort de négliger l'histoire des peuples de France qui retentit encore des révoltes passées, parfois anciennes mais qui peuvent nous fournir quelques éléments d'explication, non seulement pour comprendre ou saisir le moment, mais aussi pour proposer et agir, au-delà des slogans et des postures, souvent trop simplistes et peu compatibles avec l'inscription d'une politique dans la durée nécessaire à son efficacité.

Les Gilets jaunes sont un moment fort de la vie politique et, paradoxalement sans doute, participent de la recomposition en cours depuis quelques années : le « démagisme » qui empêche désormais toute alternance paisible et toute continuité depuis le début des années 2000, trouve là une nouvelle et forte manifestation, après celle qui, en balayant les anciens monopoles politiques (les partis modérés de Droite et de Gauche) lors de la dernière élection présidentielle, avait placé M. Macron à la tête de l'Etat. Mais, comme le disait le « prince de la jeunesse » du Quartier Latin Henri Lagrange, ce royaliste passionné mort à vingt ans lors du premier conflit mondial, « **1789, c'est la toilette du condamné** », et le président est la victime de la « deuxième lame » après celle de 2017 qui a tranché tant de têtes, de Montebourg à Hollande, de Sarkozy à Fillon, de Valls à Juppé, sans oublier celle de Duflot ou de Hamon... Le démagisme poursuit sa course folle, comme une boule de flipper, désarçonnant les uns et les autres, y compris les mieux établis des pouvoirs, politiques ou syndicaux, et provoquant les peurs, immenses, des bourgeoisies mondialisées qui, tout d'un coup, voient ceux qui se proclament, sans le droit électoral et hors de toute « légalité » républicaine parlementaire, « le peuple », formule rituelle des banquets républicains d'antan détournée par le « petit peuple des ronds-points ».

Comment retisser le lien social après la crise politique ?

Écrit par Jean-Philippe

Vendredi, 04 Janvier 2019 21:21

La colère des manifestants du « Mai jaune » est violente, et ne s'embarrasse guère des circonvolutions langagières du « politiquement correct », au risque d'effrayer un peu plus ceux qui se pensaient intouchables et cultivaient le mépris, parfois intellectuel mais souvent « inné », à l'égard des « **classes laborieuses** » (celles qui travaillent, mais souvent sans le filet protecteur des aides sociales ou d'un statut acquis et « immobile »),

celles-là mêmes qui, précarisées ou menacées par les mutations contemporaines, ruent dans les brancards d'une « modernisation » et d'une mondialisation

qui semblent se faire sans leur avis ni même le respect qui devrait être dû à toutes les personnes de ce pays.

Terrible choc de deux mondes

, pourtant se partageant le même grand-espace (mais sans réel mélange ni véritable concorde) et le même temps (mais sans le même usage ni le même calendrier de vie), et qui, désormais, se regardent en chiens de faïence :

plus encore qu'une lutte des classes

(bien réelle désormais, mais surtout des plus aisés, « les gagnants », à l'égard des moins pourvus, considérés comme « les perdants » au regard des processus contemporains),

sans doute est-ce une « lutte des autres contre les autres », l'altérité sociale et la différenciation (de mentalité) culturelle devenant,

a contrario

, les critères d'appartenance d'un groupe ou de son « contraire ».

D'où la difficulté grandissante pour les pouvoirs publics de trouver un terrain d'entente avec leurs opposants qui ne parlent pas, ou plus, le même langage, la mondialisation ayant brouillé les repères de formation et de consolidation des nations et des citoyens, au risque de créer et d'entretenir

conflits et révoltes

dans une suite sans fin

entre ce que d'aucuns pourraient qualifier de « pays réel(s) »

(même si le pluriel est sans doute nécessaire pour être bien exact)

et de « pays légal »

, les deux groupes de pays n'ayant plus de souverain commun reconnu et unificateur, alors que c'était encore le cas à la fin du XXe siècle, avant que « l'Europe » ne vienne se « surajouter » à la souveraineté de l'Etat national, au risque de la fragiliser et d'en opacifier la nature aux yeux des populations.

Comment retisser le lien social après la crise politique ?

Écrit par Jean-Philippe

Vendredi, 04 Janvier 2019 21:21

